

# La tentative des néocons US de réviser l'histoire de la Seconde Guerre mondiale

*par Wayne Madsen*

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis placent leurs anciens collaborateurs nazis au pouvoir en Europe de l'Est. Simultanément, Washington tente de priver l'actuelle Fédération de Russie de son mythe national en remettant en question son rôle durant la Seconde Guerre mondiale. De la sorte, les États-Unis entendent à la fois détruire la zone d'influence russe et l'identité russe elle-même. Cette opération se fait au prix d'une réécriture de l'Histoire et d'une réhabilitation du nazisme.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | WASHINGTON D. C. (ÉTATS-UNIS) | 26 MARS 2015

DEUTSCH ENGLISH



Les slogans de « 1984 », par George Orwell

**A**près la chute de l'Union soviétique, l'ancien président des États-Unis et un jour combattant de la Guerre froide, a consacré les quelques années qui lui restaient à vivre à veiller à ce que la Russie prenne sa place dans la communauté internationale. Nixon a conseillé Bill Clinton, alors président, sur la bonne manière de traiter avec la Fédération de Russie, l'État reconnu à l'échelle internationale qui avait succédé à l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Une chose que Nixon n'aurait jamais tolérée est la tendance conservatrice actuelle à dénier à la Russie un rôle majeur dans la Seconde Guerre mondiale —connue en Russie comme la « Grande guerre patriotique »— et dans la victoire des alliés sur l'Allemagne nazie. Les dirigeants actuels des États-Unis et leurs compagnons de route en Grande-Bretagne, en Europe de l'Est et dans d'autres pays se feraient admonester par Nixon pour leur refus de participer à la cérémonie annuelle du 9 mai, ou « Jour de la victoire », à Moscou.

Nixon, qui avait critiqué l'administration de George H. W. Bush pour l'aide pathétiquement inadéquate fournie à la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique, aurait peu de temps à perdre avec les cercles politiques états-uniens qui veulent maintenant faire dépérir la Russie et la mettre à genoux.

Parmi ceux qui font pression pour un renforcement des sanctions contre la Russie et ignorent son rôle significatif dans la victoire de la Seconde Guerre mondiale, il y a les fils et les filles des émigrés fascistes et nazis d'Europe de l'Est, qui sont arrivés au États-Unis au cours des années qui ont suivi la guerre, la plupart grâce à l'« Operation Paperclip » de la CIA [1], la CIA, afin d'échapper à des procès pour avoir soutenu la cause nazie dans leurs pays d'origine. Ces émigrés ont contribué à former divers groupes d'extrême-droite qui tournaient autour des « Nations captives », l'organisation fédératrice encouragée par l'administration Eisenhower et celles qui lui ont succédé. De cette constellation d'organisations fascistes a émergé le sioniste ukraino-américain Lev Dobriansky et sa fille, ancienne responsable au Département d'État de George W. Bush, Paula Dobriansky, ainsi que l'ancien soutien de la Gestapo allemande en Hongrie, Gyorgy Schwartz, qui s'est plus tard baptisé lui-même George Soros [2]. Aujourd'hui, on trouve leur progéniture idéologique dans les gouvernements de toute l'Europe centrale et de l'Est.

Les groupes gravitant autour des milieux émigrés aux États-Unis, par exemple la Fondation Heritage [3], l'American Enterprise Institute (AEI) [4] et la Brookings Institution [5], tout comme Human Rights Watch fondé par George Soros, poussent à une réécriture de

l'histoire après la guerre. Il semble que beaucoup de ces groupes néocons et historiquement révisionnistes préféreraient des commémorations affligées de la défaite des régimes fantoches nazis dans les pays baltes, l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie plutôt que de reconnaître la victoire de l'Union soviétique sur le nazisme.

Les marionnettes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) dans divers pays de l'Europe centrale et de l'Est sont impliquées dans une guerre de propagande contre la Russie visant à assurer que la célébration du 9 mai à Moscou ne rassemble qu'une maigre participation internationale officielle. Les effets de cette guerre de la propagande sont perceptibles dans la récente déclaration du général tchèque Andor Šándor, le commandant du Renseignement militaire tchèque, qui a pris sa retraite en 2002, en se plaignant de l'espionnage à large échelle des Russes à Prague. Cette histoire a fuité dans le but d'exercer une nouvelle pression sur le président tchèque Milos Zeman, qui avait dit qu'il ignorerait un prétendu consensus de l'Otan pour boycotter les célébrations du 9 mai, et s'est envolé pour Moscou. L'opposition tchèque a déjà annoncé qu'elle essaierait de faire revenir le parlement sur le financement du voyage de Zeman à Moscou. Prague est, par nature, un point sensible dans les relations de la Russie avec l'Ouest. La République tchèque refuse toujours d'autoriser les troupes de l'Otan à se baser sur son sol, même si Prague continue à héberger des activités anti-russes comme Radio Free Europe/Radio Liberty et diverses organisations non gouvernementales (ONG) soutenues par Soros. Les interlocuteurs de Soros au Parlement européen exercent aussi des pressions sur le président serbe Tomislav Nikolic pour qu'il annule ses projets d'aller à Moscou mettant en jeu l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne.

Trois anciens ambassadeurs états-uniens en Ukraine, Steven Pifer, John Herbst, et William Taylor, ont exhorté de manière scandaleuse les dirigeants occidentaux comme le Premier ministre britannique David Cameron, le président français Francois Hollande, et la chancelière allemande Angela Merkel (elle devrait s'envoler pour Moscou le 10 mai pour y déposer une gerbe lors

d'une cérémonie) —qui ont annoncé leur décision de boycotter la cérémonie du 9 mai et la parade militaire à Moscou— à assister à la place à une célébration du « Jour de la victoire » en Europe à Kiev. Ces trois larbins ont écrit dans une tribune libre dans le *Los Angeles Times* que « même si les présidents Clinton et George W. Bush s'étaient rendus à Moscou en 1995 et en 2005 pour d'autres anniversaires de la Victoire », le président Barack Obama ne célébrerait pas l'événement à Moscou, mais à Kiev [6]. Les ambassadeurs refusent de reconnaître que si les dirigeants occidentaux devaient observer cette célébration à Kiev, ils se tiendraient aux côtés de néo-nazis et de paléo-nazis de toutes obédiences, y compris des partisans d'Adolf Hitler et du chef nazi ukrainien et membre de la SS allemande, Stepan Bandera.

Les trois ex-ambassadeurs US, Pifer, Herbst, et Taylor sont loin d'être les seuls à appeler à ce que le sacrifice de 27 millions de citoyens soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale soit célébré dans une ville où les néo-nazis et les mercenaires skinheads de toute l'Europe jouissent du pouvoir politique et militaire. Pifer travaille pour la Brookings Institution, un centre important de l'actuelle agit-prop anti-russe, tandis que Herbst était un entremetteur militant au soutien de l'Agence pour le développement international (USAID), de la CIA et des médias grand public pro-occidentaux en Ukraine pour la révolution orange à Kiev. Taylor, en tant que coordinateur en chef de l'aide gouvernementale états-unienne à l'ancienne Union soviétique et à l'Europe de l'Est, a travaillé étroitement avec l'organisation de Soros et le National Endowment for Democracy (NED) [« **La NED, vitrine légale de la CIA** », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie), *Réseau Voltaire*, 6 octobre 2010.]] pour récolter des fonds au profit de groupes d'extrême-droite pro-américains dans la région.

Tandis qu'Obama et ses amis dans l'Otan ne seront pas à Moscou, le Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui a demandé des réparations de guerre à l'Allemagne pour son pays, dédaignera le boycott de l'Otan et se joindra à Zeman pour assister à la cérémonie sur la place Rouge. Les dirigeants de l'Islande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Slovaquie et de la Hongrie pourraient aussi rompre les rangs de l'Otan et s'envoler vers Moscou pour la

cérémonie du 9 mai.

Dans ce qui ne peut qu'être considéré comme un camouflet diplomatique pour le régime de Kiev et ses soutiens occidentaux, les dirigeants des Républiques populaires de Donetsk et Lugansk, en Ukraine de l'Est, seront présents sur la place Rouge, aux mêmes tribunes que les dirigeants de 30 autres pays, dont la Chine, l'Inde, la Serbie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, l'Égypte et l'Afrique du Sud, une situation qui confèrera un semblant de reconnaissance *de facto* de leur statut. En plus, les dirigeants des républiques d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie devraient aussi être présents, ce qui constitue une défaite diplomatique pour les autorités de Géorgie, qui voient ces républiques comme parties intégrantes de leur État.

Pendant ce temps, tandis qu'ils appellent à boycotter le « Jour de la victoire » le 9 mai à Moscou, les dirigeants des États baltes sont les hôtes de diverses commémorations nazies dans leurs capitales. La présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaitė, une diplômée du Foreign Service School [département de politique étrangère, NdT] de l'université Georgetown à Washington, un des terrains de recrutement favoris de la CIA, ne fait rien pour empêcher les cérémonies annuelles devant la tombe de la marionnette nazie lituanienne et constructeur de camps de concentration Juozas Ambrazevicius Brazaitis, dont le corps a été rapatrié il y a quelques années de Putnam, au Connecticut, en Lituanie, et ré-inhumé à Kaunas avec tous les honneurs militaires. Le président d'Estonie, Toomas Hendrik Ilves, un ancien chef du bureau estonien de Radio Free Europe, financée par la CIA, a soutenu la décision du gouvernement estonien en 2007 de déplacer une statue soviétique de la victoire de Tallinn vers une base militaire à la périphérie de la ville, où elle siège dorénavant tout près du centre de cyberguerre de l'Otan. Pendant que les dirigeants de Lettonie rejoignaient leurs partenaires baltes dans la compétition pour le boycott de la cérémonie de Moscou, des vétérans et des partisans de la Légion lettone, Division de la Waffen SS allemande pendant la guerre, paradaient fièrement dans les rues de Riga lors d'une cérémonie organisée chaque année depuis 1991 [7]. Le président letton Andris Bērziņš n'a rien fait pour contrecarrer la cérémonie nazie en

Lettonie, bien qu'il trouve abominable qu'un dirigeant occidental reconnaisse le rôle de la Russie en célébrant le jour de la victoire sur Hitler. Bērziņš a été longtemps associé à la Stockholms Enskilda Bank, propriété de la famille suédoise Wallenberg, accusée de collaboration avec l'Allemagne nazie pendant la guerre, ce qui lui vaut une place sur une liste de blocus du gouvernement états-unien.

Donald Tusk, président du Conseil européen, et le président de la Pologne Bronislaw Komorowski ont rejoint leurs amis baltes pour essayer de revoir le rôle de la Russie dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Le ministre polonais des Affaires étrangères Grzegorz Schetyna a tenté de ré-écrire l'histoire en affirmant que ce sont les Ukrainiens, et non les Russes, qui ont libéré Auschwitz. Le ministre russe des Affaires étrangères a répondu à Schetyna en lui disant que « chacun sait qu'Auschwitz a été libéré par l'Armée rouge, dans laquelle toutes les nationalités ont héroïquement servi », ajoutant que la Pologne « dénaturait » l'Histoire.

Se livrer à une parodie de l'Histoire, c'est exactement ce que font les dirigeants de l'Otan en exerçant des pressions sur les dirigeants de pays qui vont de la Corée du Sud et du Japon à la Bulgarie et à l'Autriche pour qu'ils n'envoient pas de représentants officiels à Moscou.

Cette action rappelle vraiment le boycott des jeux Olympiques d'été de Moscou, en 1980, lancé sous l'égide des États-Unis et diplomatiquement immature ; un choix réputé pour avoir causé plus de tort à long terme au mouvement olympique qu'un dommage à court terme à l'URSS.

*Wayne Madsen*

Traduction  
Diane (le Shaker francophone)

Source  
Strategic Culture Foundation (Russie)

---

[1] « ["Operation Paperclip" : des V2 à la Lune](#) », *Réseau Voltaire*, 24 août 2004.

[2] « [George Soros, spéculateur et philanthrope](#) », *Réseau Voltaire*, 15 janvier 2004.

[3] « [Le prêt-à-penser de la Fondation Heritage](#) », *Réseau Voltaire*, 8 juin 2004.

[4] « [L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche](#) », *Réseau Voltaire*, 21 juin 2004.

[5] « **La Brookings Institution, think tank des bons sentiments** », *Réseau Voltaire*, 30 juin 2004.

[6] “**Kiev, not Moscow, should be the choice for marking V-E Day**”, Steven Pifer, John Herbst & William Taylor, *Los Angeles Times*, March 16, 2015.

[7] « **La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 mars 2005.

---

Source : « La tentative des néocons US de réviser l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », par Wayne Madsen, Traduction Diane (le Shaker francophone), Strategic Culture Foundation (Russie), *Réseau Voltaire*, 26 mars 2015, [www.voltairenet.org/article187158.html](http://www.voltairenet.org/article187158.html)